



*Pas de budget...
Pas de postes...
...pas de rentrée !?!*

L'Entente et le Conseil d'Etat

Au terme de discussions parfois très vives concernant les modalités d'action, le comité du Cartel et l'Assemblée générale (25 mai 2004) du personnel de la fonction publique et des secteurs subventionnés ont décidé d'appeler à

DEUX GRANDES MANIFESTATIONS

LES 10 ET 24 JUIN 2004

17H00

PLACE NEUVE

Une proposition de grève d'une demi-journée a été nettement refusée. En outre, dès le 9 juin et en particulier lors des cérémonies et fêtes des promotions, remises de diplômes etc., la diffusion d'information à la population sera généralisée.

Pour début septembre un préavis de grève a été déposé.

Négociation, un mot sans contenu!

La lettre du Conseil d'Etat du 25 mai, adressée aux représentants du personnel suite aux rencontres des 18 et 24 mai, ne répond favorablement à aucune revendication bien qu'une volonté de négocier y soit affirmée. En effet, le plan financier quadriennal, Ge-pilote, le frein à l'endettement imposent un carcan sur les effectifs du personnel, les mécanismes salariaux, et impliquent de graves risques en matière de qualité des prestations. Le projet de loi sur la suppression de l'indexation semestrielle est une preuve évidente que le mot de négociation est déclamatoire. A l'évidence, le Conseil d'Etat n'a pas pris la mesure de notre mobilisation des 4 et 14 mai.

La démonstration que nous avons réussie constitue un acquis majeur qu'il s'agit de renforcer en intégrant dans ce mouvement l'ensemble des enseignants et du personnel administratif et technique, y compris directrices et directeurs.

L'ensemble de la fonction publique doit être visible dans les rues de Genève pour que la population réalise la gravité des décisions prises par le Grand Conseil et le Conseil d'Etat sous la pression de l'Entente.

Au plan pratique, il est indispensable que chacun annonce sa participation en signant la feuille ad hoc et s'engage à diffuser à son entourage la prochaine lettre de la FEG.



Moins d'Etat, moins d'impôts, disparition des prestations.



L'Entente et ses propositions

Notre mobilisation s'inscrit dans la durée.

Nous devons donc faire en sorte que nos élèves et leurs proches réalisent qu'ils sont les premières victimes de la politique de l'Entente qui utilise le Conseil d'Etat comme "gentil" domestique de ses basses besognes. Les associations professionnelles et syndicales d'enseignants ont su convaincre l'ensemble du Cartel que faire grève en fin d'année scolaire est contreproductif. En revanche, les occasions de rendre visible les risques pour l'instruction sont très nombreuses. Le choix (difficile pour certains) de renoncer à la grève implique que **chacun d'entre nous participe aux deux manifestations des 10 et 24 juin**. Pour la première fois il s'agit de réunir – hors grève – des milliers de personnes (toutes en noir) motivées par un autre projet de société: une bonne école pour tous, libre – laïque – gratuite. Notre mobilisation défend l'ensemble des prestations fondamentales d'un Etat social fort en matière de formation, de santé, de prévoyance, de sécurité, de justice et de culture.

FEG - 28 mai 2004

Au plan politique, l'Entente s'est totalement alignée sur les positions des syndicats patronaux. Le centre s'est effondré avec la signature de l'accord (4 mai 2004) par les bruyants leaders du parti libéral-radical-démo-chrétien et, à l'encre invisible, par l'UDC. Cette volonté de régression sociale et **la multiplication des provocations et insultes contre les fonctionnaires, les services et institutions publiques exigent une mobilisation sans précédent.**

Aujourd'hui, la majorité du Grand Conseil est en mesure de réaliser la première phase de son projet de régression sociale et culturelle en votant un budget 2004 catastrophique au plan des conditions d'études, d'enseignement et de rémunération. C'est dire que la rentrée 2004/05 sera extrêmement difficile: pour la première fois toutes les directions le reconnaissent enfin, et ouvertement. En effet, la commission des finances a refusé tous les nouveaux postes demandés par le Président du DIP et entend supprimer les postes complémentaires attribués pour la rentrée 2003. Les autres services de l'Etat et les institutions subventionnées (en particulier les écoles de musique et les arts) ne sont pas mieux lotis.

Collaborateur efficace de l'Etat...



...prêt à de nouvelles économies

Merci à Serre pour ces bricolages !